

DEUX VISIONS DE L'EXTRÊME DROITE DANS L'EX-YOUGOSLAVIE : LES CAS DE LA SLOVÉNIE ET DE LA SERBIE

Laurent Hassid

La Découverte | « Hérodote »

2012/1 n° 144 | pages 122 à 140

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707173218

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-herodote-2012-1-page-122.htm>

!Pour citer cet article :

Laurent Hassid, « Deux visions de l'extrême droite dans l'ex-Yougoslavie : les cas de la Slovénie et de la Serbie », *Hérodote* 2012/1 (n° 144), p. 122-140.

DOI 10.3917/her.144.0122

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Deux visions de l'extrême droite dans l'ex-Yougoslavie : les cas de la Slovénie et de la Serbie

*Laurent Hassid*¹

La chute du communisme a été de pair avec la réactivation de discours nationalistes – conséquence de la libération de la parole engendrée par la transition démocratique² – qui ont largement contribué aux guerres des années 1990. Du temps de la Yougoslavie, les enjeux ethniques ont été présentés comme des conflits sociaux, le pouvoir communiste cherchant avant tout à préserver l'unité de la Fédération. En 1971, le printemps de Zagreb a rappelé la force des rivalités entre Serbes et Croates, ce qui a justifié la création d'une nationalité musulmane en 1974 en Bosnie-Herzégovine et l'incorporation dans la dernière Constitution cette année-là du droit à l'autosécession des républiques. Après la mort de Tito en 1980, le pouvoir de la Fédération s'est affaibli au profit des républiques : en Slovénie, s'est développé un mouvement démocratique porté par des dirigeants progressistes et une société civile peu encline à accepter la tutelle serbe sur la Yougoslavie ; en Serbie, l'arrivée au pouvoir de Milosevic en 1987 à la tête de la République yougoslave a cristallisé l'opposition au nationalisme serbe (dès 1981, la Slovénie se montre solidaire des Albanais du Kosovo qui se révoltent contre l'emprise serbe

1. Docteur en géographie, Institut français de géopolitique.

2. La Slovénie a été la première à organiser des élections libres en avril 1990. En Serbie, en dépit du pouvoir prédominant du président Slobodan Milosevic, des élections ont été régulièrement organisées, permettant des candidatures d'opposition et des débats d'idées. C'est d'ailleurs suite à l'élection présidentielle du 24 septembre 2000 que Milosevic a été chassé du pouvoir par la rue, après des fraudes massives et le refus de reconnaître sa défaite face à Vojislav Kostunica.

sur la province). En janvier 1990, la délégation slovène quitte précipitamment le congrès de la Ligue des communistes, précipitant l'éclatement de la Fédération et, en avril, Milan Kucan devient le premier Président élu librement à la tête de la Slovénie. La démocratisation de la société slovène a libéré la parole. Dès l'indépendance acquise en juin 1991, les Slovènes ont cherché à se présenter comme étant un pays alpin (mention du Triglav sur le drapeau, 2 864 mètres d'altitude, le plus haut sommet de l'ex-Yougoslavie), dans la perspective d'une adhésion rapide à l'Union européenne (UE), et non plus comme un État balkanique.

D'autres républiques yougoslaves ont réactivé des événements de la Seconde Guerre mondiale, notamment des exactions commises par différents protagonistes (communistes, tchetniks en Croatie, oustachis en Serbie) à des fins nationalistes, dans le but de se constituer le plus grand État possible sur les décombres de la Yougoslavie. Ainsi, dès 1985, l'Académie des Sciences de Serbie publie un mémorandum sur les territoires à acquérir en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo pour créer la « Grande Serbie », ce même discours nationaliste se retrouve en Croatie où le président Tudjman, historien, développe ses ambitions sur l'Herzégovine majoritairement peuplée de Croates. L'émergence d'États indépendants a maintenu la différence essentielle entre la citoyenneté (le lien avec l'État) et la nationalité (la déclaration ethnique). Dans les Balkans, l'origine ethnique reste un élément essentiel de la perception d'un individu, qui prime sur la citoyenneté. Dans ce contexte, la création de partis politiques d'extrême droite, mais aussi conservateurs, a contribué à (ré)activer des discours nationalistes.

À la seule lecture des résultats électoraux de ces vingt dernières années, l'extrême droite apparaît comme un phénomène marginal en Slovénie et massif en Serbie. En Slovénie, le Parti national slovène (*Slovenska nacionalna stranka*, SNS) a obtenu 1,8 % des voix aux élections législatives du 4 décembre 2011. À l'inverse, en Serbie, le Parti radical (SRS) enregistre des scores très élevés : à la dernière élection présidentielle de 2008, Tomislav Nikolic est arrivé en tête du premier tour (40 %) face à Boris Tadic (35,4 %). Il a été battu de peu au second tour (48 % des voix contre 50,3 % pour Tadic). De même aux dernières élections législatives, la liste « Pour une Serbie européenne » de Tadic est arrivée en tête (38,4 %) mais le Parti radical, avec 29,5 %, est arrivé en deuxième position. Depuis le début des années 1990, les radicaux ont toujours constitué l'une des trois principales forces politiques de Serbie. L'objectif de cet article est de montrer la complexité des représentations qui contribuent à diffuser dans les deux pays des éléments d'un nationalisme plus ou moins virulent.

Les acteurs de l'extrême droite

Dans les deux États, et d'une manière plus générale dans les Balkans, l'extrême droite englobe un grand nombre d'acteurs et d'une grande diversité, certains sont liés à la vie politique tandis que d'autres appartiennent à des groupes informels répartis sur tout le territoire. Comme dans beaucoup d'États, l'extrême droite se trouve incarnée par le leader charismatique d'un parti politique : en Slovénie, Zmago Jelincic, en Serbie, Tomislav Nikolic, leader actuel de la droite radicale contesté par le « chef historique » des radicaux Vojislav Seselj emprisonné à La Haye depuis 2003.

En Slovénie, Zmago Jelincic est isolé sur la scène politique. Son principal fait d'armes est une quatrième place à la présidentielle de 2007 avec 20 % des voix, et son parti n'a jamais participé à un gouvernement. Lors des dernières législatives de décembre 2011, il n'a pas réussi à atteindre la barre des 4 % nécessaires pour entrer au Parlement, obtenant un très modeste score (1,8 %). Jelincic est une personnalité présente dans le paysage politique depuis l'indépendance, mais peu susceptible de prendre le pouvoir car son discours apparaît extrémiste et semble effrayer la majorité des électeurs. Selon Jani Sever, ancien rédacteur en chef de *Mladina*³, ses positions ne sont pas très différentes de celles de la droite traditionnelle, mais ses propos tendent à remettre en cause la qualité de vie des Slovènes. Pour un leader d'extrême droite, Jelincic a adopté des positions atypiques : favorable à l'entrée de la Slovénie dans l'UE, il a également soutenu l'introduction de l'euro. Son discours porte surtout sur les nombreux ressortissants issus des autres ex-républiques yougoslaves, et en particulier sur les populations roms qu'il appelle dans les médias *Cigani*. Comme beaucoup de leaders d'extrême droite, Zmago Jelincic aime faire parler de lui hors du champ politique. Il a notamment connu la prison après avoir été reconnu coupable de vols de sculptures dans les églises. Jelincic est au départ un communiste qui a pris une certaine importance dans la vie politique slovène juste après l'indépendance. Pendant que se construisait une élite politique nationale, il a utilisé le créneau de l'extrême droite pour assouvir ses ambitions. Il a violemment critiqué les Serbes après l'indépendance mais, en même temps, il a été le premier des politiques slovènes à se rendre en Serbie⁴.

Le SNS obtient traditionnellement ses meilleurs résultats en Styrie, région d'où est originaire Jelincic (né à Maribor), mais aussi territoire qui se prétend délaissé du développement économique au profit de la Carniole et de Ljubljana. Aux

3. Entretien avec l'auteur. Ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire politique *Mladina*, Jani Sever a créé en 2006 un site d'informations en ligne (<www.vest.si>) qui s'est transformé en un site proposant des films sur des questions de société.

4. Entretien avec Matevz Krivic, ancien juge à la Cour constitutionnelle.

dernières élections législatives du 4 décembre 2011, le SNS a réalisé des scores en deçà des scrutins précédents (1,80 % des voix contre 5,40 % en 2008) : en dessous du seuil des 4 % exigés par la loi électorale, le SNS n'est pas représenté dans la nouvelle assemblée, une première depuis 1992. Jelincic lui-même n'a terminé que septième dans la circonscription de Dravograd-Radlje en Carinthie (4,36 % contre 10,36 % aux législatives de 2008). De même les territoires où vivent le plus grand nombre de ressortissants des autres ex-républiques yougoslaves, comme dans les centres industriels de Velenje, de Jesenice, sur le littoral (Koper, Izola, Piran) ou à Ljubljana, n'enregistrent pas des scores élevés du parti de Jelincic car la grande majorité de la population possède la citoyenneté slovène et vote pour des partis progressistes⁵.

En Serbie, le Parti radical (SRS) dirigé par Vojislav Seselj a représenté pendant les guerres balkaniques la branche extrême des radicaux serbes. Ses discours sur la place de la République à Belgrade, pleins de diatribes haineuses à l'égard des Croates, des Bosniaques ou des Albanais du Kosovo, ont presque réussi à faire apparaître le président serbe, Slobodan Milosevic, comme un homme de consensus. Le parcours de Seselj est complexe : titulaire d'un doctorat, professeur à l'université de Sarajevo, il est envoyé huit ans en prison à Zenica à la suite d'une affaire de plagiat. Bien que des Serbes de Belgrade l'aident à s'enfuir, il nourrit une rancœur tenace envers les universitaires serbes, coupables à ses yeux de ne pas l'avoir aidé à obtenir un poste dans la capitale⁶. Il entame une carrière politique en devenant le leader des Tchetniks, ces groupes serbes accusés d'avoir commis des exactions pendant les deux guerres mondiales. Il forme alors une alliance avec Vuk Draskovic, qui sera le principal opposant à Milosevic à la fin des années 1990. Depuis son arrestation par le TPIY (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) en 2005, Seselj a perdu de son influence, même s'il cherche toujours à peser à distance sur la politique serbe. Il a mandaté pour le remplacer son dauphin, Tomislav Nikolic.

Au printemps 2008, Seselj l'adoube pour représenter le parti aux élections présidentielle et législatives remportées par Boris Tadic, candidat pro-européen. Ces victoires électorales et l'indépendance proclamée du Kosovo, le 17 février de la même année, créent une rupture majeure au sein des radicaux : conscient de la lassitude de la population sur les rivalités de pouvoir dans les Balkans, Nikolic

5. Pour les résultats électoraux, voir le site de la Commission électorale de Slovénie, <http://volitve.gov.si/dz2011/>

6. Entretien avec Svetlana Slapsak, Serbe qui vit à Ljubljana depuis 1991. Universitaire, elle a été une opposante au régime de Milosevic. Présidente de l'ISH à Ljubljana (Institutum Studiorum Humanitatis), elle a été l'une des mille femmes proposées pour le prix Nobel de la paix en 2005.

souhaite davantage ancrer le parti vers l'Union européenne, seule manière d'après lui de conquérir le pouvoir, pendant que Seselj maintient des propos guerriers à l'encontre des non-Serbes. Isolé depuis sa cellule à La Haye, Seselj perd de plus en plus de soutiens au sein de ses partisans qui comprennent que leur mentor ne peut leur apporter une victoire électorale. En septembre 2008, Seselj congédie Nikolic qui fonde alors le Parti progressiste (SNS)⁷. Alexander Vucic, une des personnalités les plus populaires parmi les radicaux, le rejoint et occupe désormais la vice-présidence des « progressistes ».

Seselj accuse les pays occidentaux de soutenir les Croates et les Bosniaques aux dépens des Serbes, alors que Nikolic, qui, en mars 2011, lors d'un discours devant près de 70 000 personnes à Belgrade, n'a même pas parlé du Kosovo, n'évoque plus ces sujets. Sur les questions européennes, les différences sont également devenues importantes : dès 2008, Nikolic a souhaité ratifier l'ASA (Accord de stabilisation et d'association), ce que lui a interdit Seselj, qui perçoit l'UE comme une organisation ennemie visant à retirer le Kosovo de la Serbie et, fait moins souvent évoqué, qui l'éloigne de la Russie⁸. Seselj, chaud partisan d'une entente étroite avec la Russie, nourrit une vive opposition contre les pays occidentaux. Ainsi, en 1993, alors que Milosevic envisage de signer le plan Vance-Owen pour un règlement de la guerre en Bosnie-Herzégovine, il attaque le président serbe qui l'envoie trois mois en prison ; en 1999, il s'oppose à l'accord de Kumanovo, qui consacre l'arrivée de l'Otan au Kosovo. La Serbie est le seul État au monde qui a un accord de libre-échange avec Moscou, négocié en 2000 juste avant le départ de Milosevic.

La supériorité de Nikolic – pourtant perçu comme sous-éduqué par rapport à Seselj, l'universitaire – est de se présenter en homme de terrain, proche de la classe ouvrière, sensible à son électorat, ce que Seselj ne parvient pas à faire. La bonne image de Nikolic dans l'opinion publique tient aussi à la chute de popularité du président actuel, Boris Tadic, coupable aux yeux d'une partie des Serbes de ne pas lutter efficacement contre les effets de la crise économique et les vastes plans de licenciements dans l'industrie. Grâce à ces circonstances politiques favorables, Nikolic est le grand favori pour les élections de 2012, en dépit de sa personnalité

7. Preuve de cette volonté de différenciation entre les deux hommes, le site Internet des radicaux personnalise Seselj avec une grande photo en première page écrite uniquement en alphabet cyrillique ; Au contraire, sur le site du Parti progressiste, Nikolic apparaît avec Vucic, créant une rupture avec l'image du chef. Le paradoxe est d'autant plus marquant que Seselj est éloigné de la Serbie, en attente de jugement à La Haye depuis huit ans.

8. Entretien avec Vladimir Radomirovic, ancien rédacteur en chef du quotidien *Politika* et fondateur en 2009 de *Pistaljka*, www.pistaljka.rs, site Internet qui dénonce la corruption dans la société serbe.

controversée : au printemps dernier, il n'a pas hésité à se déclarer en grève de la faim jusqu'à ce que des élections anticipées soient organisées ! Il a dû arrêter son geste après une semaine, ce qui ne l'empêche pas de caracoler dans les sondages avec plus de vingt points d'avance sur Tadic.

Le Parti radical actuel pourrait laisser penser que l'extrême droite s'est organisée dans la continuité du Parti radical de Nikola Pasic, grande figure politique serbe du début du XX^e siècle. À la fin du XIX^e siècle, seuls les Serbes possèdent un État et privilégient le centralisme, notamment parce que la plupart des élites politiques de Belgrade est formée dans les universités françaises. À l'avènement du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes en 1918, ce centralisme est étendu aux autres territoires du nouvel État slave. Pasic, russophile, du moins avant la Révolution russe, impose le mode de gouvernance serbe centralisé sur les autres territoires slaves et diffuse l'idée d'un grand État serbe. Mais, selon l'historienne Suzana Rajic, peu de Serbes connaissent leur histoire et notamment l'œuvre et les idées de Pasic⁹. Cela étant, l'une des places les plus centrales de Belgrade, à proximité du Parlement, porte le nom de Nikola Pasic. Là, se trouve une librairie vendant exclusivement des ouvrages à la gloire des radicaux actuels dont les œuvres complètes de Radovan Karadzic, l'ancien président des Serbes de Bosnie-Herzégovine, aujourd'hui jugé à La Haye.

Une analyse de la géographie électorale permet de comprendre les mutations des rivalités de pouvoir en Serbie. Aux élections législatives du 11 mai 2008, Vojislav Seselj a obtenu 29,46 % des voix, en deuxième position derrière la liste de Boris Tadic (38,42 %). Ses meilleurs résultats ont été obtenus au Kosovo, où les Serbes du nord de la province mais aussi des enclaves votent (près de 91 639 inscrits sur les 6 747 867 électeurs que compte la Serbie). Au Kosovo, le Parti radical obtient alors 45,96 % des suffrages contre seulement 14,36 % pour Tadic, montrant ainsi que « le défenseur d'un Kosovo serbe » est clairement personnalisé par la figure de Seselj, qui de surcroît n'a pas pu faire campagne physiquement du fait de son incarcération à La Haye. Seselj symbolise l'« anti-occident », avec le refus de l'indépendance de la province et l'idée largement répandue en Serbie que le TPIY est hostile aux intérêts du pays. Mais le Kosovo s'est aussi trouvé un autre défenseur : Vojislav Kostunica, qui réalise le même score que Seselj (36,53 % contre 36,55 %) à Kosovska Mitrovica, la plus grande ville du nord du Kosovo. Bien que réalisant seulement 11 % des voix, Kostunica, Premier ministre sortant à l'époque d'un gouvernement de droite conservatrice, a provoqué des élections législatives anticipées pour dénoncer l'indépendance du Kosovo et l'Accord de stabilisation et d'association signée par la Serbie avec l'Union

9. Entretien avec l'auteur.

européenne le 29 avril 2008. Dénonçant la signature du président Tadic, mais aussi celle de Nikolic qui désavoue alors Seselj, Kostunica se positionne uniquement par rapport au maintien du Kosovo en Serbie. Il réalise de faibles scores dans la plupart des circonscriptions du pays (11,75 % à Belgrade, 7 % en Voïvodine) mais près de 26 % au Kosovo. De plus, la division de l'extrême droite a eu des conséquences dans les rapports de force politiques au Kosovo. Le 30 mai 2010 des élections locales ont eu lieu avec pour but de renouveler l'assemblée municipale à Mitrovica (partie serbe). Les trois principaux leaders (Nikolic, Kostunica et Tadic) sont presque arrivés à égalité avec environ 1 100 voix chacun, loin devant les autres formations politiques et notamment la liste dirigée par Vojislav Seselj, seulement en dixième position avec 214 voix sur les 6 162 suffrages exprimés¹⁰. Les électeurs sensibles aux thèses nationalistes semblent se reporter sur le parti de Nikolic, le seul qui apparaisse capable de prendre le pouvoir en Serbie, ce que Seselj n'est jamais parvenu à réaliser. Les sondages parus depuis plus d'un an pour l'ensemble de la Serbie montrent que les voix de l'extrême droite pourraient se reporter massivement sur la candidature de Nikolic, ce qui marginaliserait Vojislav Seselj. Un tel résultat aux législatives du printemps 2012 contribuerait sans doute à ouvrir de plus larges perspectives d'adhésion pour la Serbie à l'Union européenne, même si l'ancien président et premier ministre, Vojislav Kostunica, arrivé en troisième position en 2008 avec 11 % des voix et opposé à toute perspective d'adhésion sans la reconnaissance d'un Kosovo serbe, pourrait attirer une partie des électeurs de l'extrême droite.

La Serbie en lutte contre les groupes extrémistes

Dans la décennie 1990, parallèlement aux guerres balkaniques, se sont constitués en Serbie des groupuscules d'extrême droite prônant la violence à l'encontre des non-Serbes, souvent proches de l'Église orthodoxe, et plus ou moins acceptés par le régime de Slobodan Milosevic. Néanmoins, après des années de tolérance, la société serbe semble désormais décidée à les interdire.

Ces groupuscules d'extrême droite s'expriment surtout à l'occasion des rassemblements de masse, notamment dans le football. Pendant la période yougoslave, et particulièrement à la fin des années 1980, de nombreux débordements ont émaillé les rencontres, notamment entre équipes serbes et croates. Le 13 mai 1990, au

10. Pour les résultats, voir le site Internet de la Commission électorale de Serbie : <www.rik.parlament.gov.rs> (« Izveštaj o utvrđivanju rezultata izbora za odbornike Skupštine opštine Kosovska Mitrovica održanih », 30 mai 2010).

stade Maksimir de Zagreb, le match entre le Dinamo et l'Étoile rouge, qui tourne à l'émeute, est parfois considéré comme le point de départ des guerres qui ont suivi [Colovic, 1998]. En Serbie, les stades de football sont des lieux privilégiés de l'expression des groupuscules d'extrême droite, notamment parmi les supporters des deux principaux clubs, l'Étoile rouge et le Partizan de Belgrade. En septembre 2009, l'assassinat d'un jeune Français, Brice Taton, venu assister à un match de Coupe d'Europe entre le Partizan et Toulouse, en plein jour et en plein centre de la capitale serbe, avait révélé leur dangerosité. La tribune Delije dans le stade Marakana de l'Étoile rouge abrite de nombreux groupes d'extrême droite, notamment celui de 1389, en référence à la bataille de Kosovo Polje contre les Turcs¹¹. Dans le stade du Partizan, habillés en noir, ils arborent de grands drapeaux de Seselj, de Karadzic et de Mladic, des slogans hostiles à l'UE et des banderoles « Kosovo je Srbija » (Le Kosovo est la Serbie). Ces faits ne sont pas nouveaux : en 1991, alors que l'Étoile rouge gagne la Coupe d'Europe contre Marseille à Bari, des milliers de supporters serbes intègrent un groupe dirigé par Arkan, l'un des chefs paramilitaires les plus violents pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine (les Tigres). Beaucoup d'entre eux ont été recrutés pour combattre dans ces structures paramilitaires. Après la guerre, Arkan devient le président d'Obilic, une autre équipe de Belgrade. Assassiné en 2000, son portrait a été dessiné sur la façade du stade. Sa femme, Svetlana Raznatovic, dite Ceca, chanteuse controversée, populaire dans toute l'ex-Yougoslavie, vit dans une propriété juste en face du stade de l'Étoile rouge. Du fait de ses idées nationalistes, elle a promis de ne jamais se produire en Croatie. En octobre 2010, un match de qualification pour l'Euro 2012 entre l'Italie et la Serbie a été rapidement arrêté à la suite de violences commises par des supporters serbes, transformant le stade de Gênes en champ de bataille contre les carabiniers et faisant dix-sept blessés.

Ces supporters appartiennent souvent à des groupuscules orthodoxes comme Obraz, nés dans les années 1990, après que des étudiants ont fondé une revue du même nom. Ils font l'apologie des Tchetsniks, glorifient les criminels de guerre et appellent clairement à la destruction des autres peuples des Balkans. Sur le site Internet de l'organisation, tout en cyrillique (un des symboles de la « serbité »), apparaît en première page le portrait de Radko Mladic avec l'inscription « Srbin » (Serbe).

Une autre organisation, Dveri, a été créée à Belgrade en 1999. Elle fait la promotion d'une forte natalité afin d'augmenter la population serbe et revendique la prédominance de l'Église orthodoxe sur la politique, même si ses membres se

11. Voir <www.oaza.rs>, un site de « supporters » de l'Étoile rouge qui revendique le rattachement du Kosovo à la Serbie. Une carte apparaît également en première page.

défendent de toute interférence entre l'État et la pratique religieuse. L'organisation a vivement critiqué les autorités serbes lorsqu'elles ont condamné le génocide perpétré à Srebrenica en juillet 1995. Dveri a annoncé son intention de déposer une liste pour les prochaines élections législatives du printemps 2012 avec le slogan « La Serbie d'abord ». Même s'il y a peu de chances que Dveri dépasse le seuil des 5 % de voix nécessaires pour entrer au Parlement, la participation aux élections démontre la volonté d'occuper un espace politique à l'extrême droite qui pourrait être moins efficace avec le repositionnement de Tomislav Nikolic et l'impuissance de Vojislav Seselj. L'organisation est soupçonnée de corruption avec deux anciens directeurs des mines de Kolubara (et par ailleurs activistes religieux proches de l'Église orthodoxe), Dragan Tomic (2008) et Vlada Jovicic (entre 2004 et 2007), accusés d'avoir effectué des versements illicites¹².

Krv i cast (« Sang et Honneur ») a été fondée dans les années 1990 et se revendique en tant que structure nazie et antisémite. Affiliée à l'organisation Nacionalni Stroj (« l'Alignement national »), elle a été dirigée par Goran Davidovic dit « le Führer », condamné à un an de prison en 2007 après avoir fait dégénérer un forum à Novi Sad. L'association s'est signalée par de nombreux débordements, comme lors de la commémoration du dixième anniversaire du génocide de Srebrenica en affichant des slogans honorant le général Mladic. Ses liens avec le Parti radical de Seselj sont rompus, ce dernier condamnant le caractère antisémite du mouvement. Depuis juin 2011, Nacionalni Stroj est interdite en Serbie.

Extrême droite et nationalisme en Slovénie : une subtile différence

Si la Slovénie n'a pas connu les conflits balkaniques meurtriers des années 1990, si elle n'a pas une extrême droite populaire sur le plan électoral, ni à gérer un conflit équivalent à celui du Kosovo, plusieurs affaires ont néanmoins témoigné de la force des représentations nationalistes.

L'une d'entre elles est la délimitation de la frontière maritime avec la Croatie dans la baie de Piran [Hassid, 2009]. Marjan Podobnik, membre du SNS (son frère en a été le chef) perçu comme un parti de centre droit, a créé en 2007 l'Institut du 25 juin pour la protection du patrimoine national¹³ afin de montrer, cartes à l'appui, la légitimité des revendications slovènes face à la Croatie. Le 2 avril suivant, le leader d'extrême droite Zmagov Jelenc annonce son intention de

12. Entretien avec Vladimir Radomirovic.

13. *Zavod za varovanje narodne dediscine 25. junij*.

proposer un projet de loi pour rattacher des territoires de Croatie (en Istrie et au Medimurje) à la Slovénie. Il demande également à ce que la Slovénie bloque le processus d'adhésion de la Croatie à l'UE tant que Zagreb n'aura pas reconnu la frontière maritime voulue par Ljubljana dans la baie de Piran. À l'époque, l'idée a pu paraître extrême, mais le score élevé de Jelincic à la présidentielle en octobre 2007 et le blocage effectif des négociations croates par le gouvernement Pahor à l'automne 2008 pour son entrée dans l'UE ont montré la popularité des idées du leader de l'extrême droite slovène. Jelincic a été particulièrement actif contre la Croatie, qui est une de ses cibles régulières, bien plus qu'avec la Serbie dont il rappelle qu'il a été le premier homme politique slovène à s'y rendre après l'indépendance. Le principal parti de la droite conservatrice, le SDS de Janez Jansa, a été mesuré dans l'affaire de la baie de Piran. L'explication principale vient de la proximité idéologique entre Jansa et le chef du gouvernement croate et leader du parti nationaliste HDZ de l'époque, Ivo Sanader, récemment inculpé pour corruption et incarcéré depuis. L'entente Jansa-Sanader dans les années 2004-2008 a été manifeste, notamment avec la participation du Premier ministre croate à une convention du SDS à Portoroz en 2005. Janez Jansa est l'homme fort de la droite conservatrice, Premier ministre de 2004 à 2008, perdant contre toute attente les législatives du 4 décembre 2011. À la fin des années 1980, il est l'un des quatre journalistes de *Mladina*, hebdomadaire politique provocateur, arrêtés par le pouvoir fédéral yougoslave qui les a suspectés d'avoir eu connaissance de détails secrets sur la préparation d'un coup d'État à Ljubljana. Les communistes de Serbie souhaitent alors renverser les autorités slovènes jugées trop réformatrices. L'affaire a un écho considérable en Slovénie, mais aussi dans toute l'ex-Yougoslavie. Jansa montre aussi un opportunisme certain : après avoir étudié les problèmes de la défense à la faculté des sciences sociales (FDV), il en ressort maoïste. Peu après, il organise un groupe, les Cercles rouges, puis évolue vers le marxisme. Avant l'indépendance, il adopte une position très critique à l'égard de l'armée fédérale mais, dans le même temps, il se porte candidat à la présidence de la Jeunesse communiste slovène. Ce qui n'est pas sans contradiction puisque l'armée et le communisme apparaissent comme les symboles de l'unité yougoslave et qu'il a été ministre de la Défense pendant le conflit d'indépendance contre cette même armée fédérale. Auréolé d'une image de résistant face à la Yougoslavie lors de l'affaire de *Mladina* et de celle d'un chef de guerre lors de l'indépendance, Jansa jouit d'un réel prestige chez une partie des Slovènes. Milan Kucan, « père de l'indépendance », et Janez Drnovsek, indiscutable Premier ministre jusqu'en 2002, empêchent Jansa de jouer un rôle majeur sur le devant de la scène. Reniant sa jeunesse, il se définit alors comme anticommuniste et se rapproche des milieux catholiques. Réputé bon stratège politique, il renonce à se présenter à l'élection présidentielle de décembre 2002, préférant laisser la place à Barbara Brezigar,

sachant ses chances de succès réduites. Aux dernières élections législatives du 4 décembre 2011, le parti est arrivé en deuxième position dans les principales villes, mais parfois largement battu comme dans plusieurs circonscriptions du centre de Ljubljana.

Le SDS réalise ses meilleurs résultats en Styrie, notamment dans les environs de Maribor (à Pesnica, le parti devance la liste *Pozitivna Slovenija*¹⁴ de 25 points, il l'emporte également largement à Ormoz, Ptuj et Gornja Radgona). Le centre de Maribor est en revanche dominé par les partis de gauche. Le SDS arrive également en tête dans les territoires peu urbanisés de Carniole, autour de Grosuplje d'où Jansa est originaire, mais aussi dans le Gorenjska (Carniole septentrionale) à Ajdovscina (devenu le fief électoral de l'ancien mannequin Eva Irgl) et dans la vallée de la Soca (Tolmin). Le SDS est largement battu à Ljubljana (il ne gagne aucune des circonscriptions du centre-ville) en dépit de la candidature de personnalités comme l'ancien ministre des Affaires étrangères, Dimitrij Rupel. Le parti arrive en tête dans d'autres villes de Carniole comme Ribnica ou en Bela Krajina (Brezice, Krsko) à proximité de la frontière croate. Certaines villes comme Nova Gorica, Koper ou Velenje, composées de plusieurs circonscriptions électorales, ont des résultats différents. À Koper, le SDS n'arrive en tête que dans une des trois circonscriptions. Ce résultat peut s'expliquer par la répartition ethnique des électeurs. Le dernier recensement de la population de 2002 où a été posée la question de l'origine ethnique a publié les résultats à l'échelle de la commune et les résultats par nationalité n'ont pas été rendus publics au contraire des autres questions. Comme les limites des 88 circonscriptions électorales ne correspondent pas à celles des 211 communes, il est peu aisé de comparer les résultats. Néanmoins, le cas de Ljubljana tend à montrer une corrélation entre le vote SDS et la répartition ethnique : dans le quartier de Moste, où vivent de nombreux ressortissants des autres ex-républiques yougoslaves, le SDS obtient ses moins bons résultats. À l'inverse, dans les petites communes du centre de Styrie, où le taux de déclaration ethnique slovène dépasse les 95 % de la population, les résultats du SDS sont élevés (exemple de Mozirje et de Lasko).

Une autre affaire, celle des effacés, constitue sans doute la plus grave atteinte aux droits de l'homme en Slovénie depuis l'indépendance. À partir de 1992, plus de 25 000 personnes ont été secrètement et illégalement effacées des registres nationaux, la quasi-totalité étant originaire des autres ex-républiques yougoslaves. Cette affaire a constitué un terrain favorable pour la manifestation d'un

14. *Pozitivna Slovenija* est une liste électorale dirigée par le maire de Ljubljana, Zoran Jankovic, et bâtie à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale par le Premier ministre Borut Pahor le 25 septembre 2011. Soutenue par l'ancien président de la République, Milan Kucan, elle a réussi à devancer le SDS de Janez Jansa, pourtant donné favori du scrutin.

nationalisme slovène qui a peu distingué l'extrême droite de la droite parlementaire, le SDS de Janez Jansa étant même le principal vainqueur des législatives de 2004 après une instrumentalisation intense de la question des effacés. Six mois avant ces élections, il a réussi à faire organiser un référendum contre une loi qui visait à redonner un statut aux personnes effacées. Le résultat a été sans appel : un taux de participation comparable à un autre scrutin de ce type (30 %) et un rejet massif du texte (95 %). Il a déclaré durant l'été 2004 que « les étrangers avaient tous une nation et qu'ils pouvaient rentrer chez eux » [Hassid, 2008].

Au début du mois de février 2005, le vice-président du SNS et actuel vice-président du Parlement, Saso Peče, a officiellement demandé le renvoi de l'ombudsman Matjaz Hanzek dont la légitimité du mandat émane pourtant d'un vote des 2/3 des députés de l'Assemblée nationale. Aucun parti politique ne s'est offusqué de cette demande et le Premier ministre Janez Jansa a renchéri en proposant la suppression pure et simple de la fonction. Il est vrai qu'entre 2003 et 2005 Hanzek a souvent appelé au respect de la décision de la Cour constitutionnelle concernant l'affaire des effacés. Quelques jours après cette demande de démission, ils ont de nouveau été la cible d'une campagne orchestrée par l'extrême droite. Au moment même où une délégation d'effacés était reçue au siège de la délégation de la Commission européenne à Ljubljana, un slogan a été inscrit sur la porte de la permanence parlementaire du SNS. On pouvait y lire : « Chers effacés, venez et dansez au son de la mitrailleuse de Jelincic ». Le lien avec la visite des effacés chez l'ambassadeur européen Fouere n'est sans doute pas fortuit d'autant plus que le Parlement se trouve sur la place de la République, tout comme la délégation européenne. Il y avait la volonté de montrer que même si les effacés portaient leurs cas devant les instances européennes et notamment devant la Cour de justice de Strasbourg, ils n'obtiendraient pas une régularisation de leur statut. L'ombudsman a alors demandé la démission de Saso Peče de la vice-présidence du Parlement (et par ailleurs dauphin de Jelincic dans le Parti national slovène), requête qui fut rejetée par le président du Parlement, France Cukjati (SDS, le principal parti gouvernemental), qui estima ne pas avoir suffisamment de preuves pour le renvoyer.

Les personnes originaires d'une autre ex-république yougoslave font l'objet de représentations souvent négatives de la part de l'extrême droite, qui sont reprises par les partis de droite et certains médias. Très récemment, les élections législatives du 4 décembre 2011 ont vu la victoire surprise de la liste *Pozitivna Slovenija*, dirigée par le maire de Ljubljana, Zoran Jankovic. D'origine serbe, Jankovic a d'abord été un populaire chef de la chaîne de supermarchés Mercator que le gouvernement Jansa a débarqué en 2005. Jankovic décide alors d'entamer une carrière politique et se lance dans la conquête de la mairie de Ljubljana en octobre 2006. En dépit de la présence de seize autres candidats, il est élu dès le premier tour avec 67 % des voix après une campagne où il a annoncé de profonds

changements dans la ville. Réélu en 2010, également au premier tour, il n'est pas apparu, jusqu'à l'annonce de législatives anticipées en octobre dernier, comme suffisamment aguerris pour jouer un rôle au niveau national. Son succès sur le SDS de Jansa sonne comme une revanche personnelle sur l'homme qui a contribué à le chasser d'une des plus importantes sociétés du pays, mais également comme un symbole. Jansa, qui avait construit sa victoire aux législatives de 2004 en instrumentalisant l'affaire des effacés et qui avait présenté la Slovénie comme une passerelle entre l'UE et les Balkans lors de la présidence du pays au premier semestre 2008, subit sa plus lourde défaite face à un adversaire politique... d'origine serbe. Dès la semaine suivante, le site Internet du SDS a attribué ce revers aux « gens du Sud qui portent des joggings », les Bosniaques étant souvent dépeints en Slovénie en tenue sportive. D'après le parti de droite, Jankovic aurait gagné les élections en effrayant les populations venant des ex-républiques yougoslaves sur le thème du non-maintien de leur citoyenneté slovène, dans l'hypothèse où Jansa reviendrait au pouvoir, allusion claire à l'affaire des effacés. Dans une tribune à *Dnevnik* (l'un des principaux quotidiens), la journaliste Natasa Pirc Musar explique que la société slovène hésite toujours entre l'intolérance vis-à-vis des populations d'origine allogène et la tolérance entre les différentes cultures¹⁵. Offusqués par ces affirmations de la droite, plus de deux cents manifestants en jogging se sont rassemblés le 11 décembre dernier sur la place Preseren, créant ainsi la plus grande polémique postélectorale.

Nationalisme et héritage de la période yougoslave

À partir de 1991, des Slovènes vivant à l'étranger, notamment en Argentine, sont rentrés au pays au contraire des Serbes dont certains ont même quitté le territoire.

En ce qui concerne l'émigration d'Argentine, il existe deux caractéristiques particulières de l'émigration slovène : une économique entre les deux guerres, et une politique après la Seconde Guerre mondiale. En 1947 Janez Kladnik, un Slovène de la première génération, a réussi à convaincre Eva Peron de se porter garante de l'arrivée depuis le port de Trieste d'un convoi maritime qui a permis à près de 10 000 personnes d'embarquer vers l'Argentine et d'éviter ainsi les refus des États-Unis et du Canada qui les soupçonnaient de crimes nazis¹⁶. Cet épisode

15. *Dnevnik*, 17 décembre 2011, « Sovrazni govor ali kultura dialoga » [« Le discours de la haine ou la culture du dialogue »].

16. Entretien avec Zvone Zigon qui a été chercheur à l'Institut des études migratoires à Ljubljana avant de devenir consul de Slovénie en Argentine. Voir aussi [Zigon, 2001].

est resté un des symboles de l'opposition au régime de Tito : à la fin de la guerre, la Yougoslavie fait partie des vainqueurs pendant que l'Autriche est administrée par le Royaume-Uni et l'Italie par les États-Unis ; Les Anglais prennent l'initiative de renvoyer chez eux des dizaines de milliers de réfugiés yougoslaves qui, à leur arrivée, seront fusillés par les communistes. On estime le bilan de ce massacre à 12 000 Slovènes et plus de 50 000 Croates. Les Américains, qui avaient, eux aussi, à gérer ce problème des réfugiés du côté italien, leur ont laissé le choix entre rester en Italie ou émigrer.

Ces deux communautés venues à des périodes différentes ne se mélangent pas et ont des antagonismes politiques très forts. Du temps de la Yougoslavie, des contacts ont existé entre les autorités yougoslaves et les Slovènes d'Argentine de la première génération, ignorant ceux de la deuxième génération, appelés les « soldats blancs » en opposition aux « rouges » qui ont constitué les forces communistes. Les « Blancs » n'étaient pas nécessairement des collaborateurs avec les régimes alliés de l'Allemagne et de l'Italie, il suffisait qu'ils aient à un moment ou à un autre exprimé une réticence sur une décision émanant du parti. Marjan Drnovsek, directeur de l'Institut des études migratoires de Ljubljana, développe l'idée que cette deuxième génération a été liée à l'extrême droite et qu'il s'agit davantage d'un asile politique que d'une émigration pour y trouver un autre mode de vie. Le régime autoritaire argentin de Peron et le refus des grandes puissances d'Amérique du Nord d'accueillir ces migrants slovènes ont contribué à les désigner comme ayant appartenu à l'extrême droite¹⁷.

En Serbie, l'embargo imposé par les Nations unies à partir de 1992 a accentué l'émigration. En août 1995, la reconquête de la Krajina par la Croatie provoque l'exode de milliers de Serbes vers Belgrade. D'autres, chassés de Sarajevo après les accords de Dayton, les rejoignent peu après. Milosevic alors au pouvoir, qui a vanté le regroupement des Serbes en une « Grande Serbie », décide d'envoyer ces populations peupler le Kosovo. La force des représentations est notable : les Serbes vivant hors de Serbie sont perçus comme des citoyens de « seconde zone », eux qui se dépeignaient pendant la guerre comme des héros de la nation serbe, à l'instar des chefs de guerre (Mladic) ou paramilitaires (Arkan). Déracinées et se sentant abandonnées, ces populations ont été considérées comme déplacées par Belgrade car envoyées de la capitale dans une province considérée comme serbe¹⁸. Le pouvoir a occulté leur exode forcé de Croatie pour ne pas avoir à les reconnaître comme réfugiés, ce qui aurait justifié des demandes financières supplémentaires. La gestion des Serbes de Croatie et de Bosnie par Milosevic,

17. Entretien avec l'auteur.

18. Entretien avec Mirko Radonjic, journaliste à *Novosti*.

ajoutée à la démobilisation de groupes nationalistes après la guerre, a contribué à accroître la puissance électorale de l'extrême droite serbe.

Exemples de représentations historiques nationalistes

Dans les deux États, la majorité des dyades frontalières a été tracée au cours du XX^e siècle et alimente des représentations historiques au sujet des territoires perdus. En Slovénie, la perte de la Carinthie et de Trieste est stigmatisée par l'extrême droite et profondément ancrée dans la société. Perdue en 1920, à l'issue d'un plébiscite organisé par la Société des nations (SDN) pour fixer la frontière entre l'Autriche et le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, la Carinthie est perçue dans l'historiographie nationale comme un territoire fondateur de la nation, car la principauté de Carantanie de l'époque du Moyen Âge est considérée par les historiens comme le premier État slave indépendant.

Cette représentation est le fondement du discours du Parti national, la formation d'extrême droite slovène (SNS). Sur son site Internet est développé le mythe des princes de Carantanie : ils auraient constitué le premier État slave, le premier État slovène et attesteraient l'existence d'une nation millénaire. L'emblème du parti représente une carte d'une « Grande Slovénie » qui incorpore la Carinthie. Bien que des tribus slaves s'y soient installées dès le VII^e siècle, le nom de Carantanie n'est pas d'origine slave. La première forme connue est Carantanum qui s'apparentait à un mot d'origine celtique, puisque *kar* signifie pierre et roche. Dans le même temps, le mot *karst* (*kras* en slovène) a une étymologie slovène [Lencek, 1982]. Les princes régnant sur la principauté étaient élus par les chefs de famille des tribus au cours d'une cérémonie qui se déroulait sur la « pierre du prince ». À partir du X^e siècle, la Carinthie devint un duché mais le rituel perdura jusqu'au XV^e siècle. Il avait lieu sur un trône de pierre, à Gospa Sveta (Notre-Dame, en slovène) à une trentaine de kilomètres de la ville autrichienne de Klagenfurt. Face aux hommes libres, le duc recevait la couronne des mains d'un paysan et prêtait serment de défendre les droits de ses sujets. Au moment de l'introduction de l'euro en Slovénie en 2007, une polémique a éclaté avec l'Autriche au sujet de la pièce de 2 cents qui représente la « pierre du prince ». Les recherches universitaires sur les Slovènes de Carinthie, estimés à seulement quelques milliers d'individus, sont beaucoup plus nombreuses que celles sur les ressortissants issus des autres ex-républiques yougoslaves.

L'idée que la principauté de Carantanie ait pu constituer un État millénaire est alimentée par Josko Savli, économiste, dont le sérieux de l'œuvre est contestée, mais dont tous les ouvrages sont traduits en plusieurs langues, et en bonne place dans les principales librairies de Ljubljana. Il fait partie d'un groupe de pensée

minoritaire sur les origines de la nation slovène et dont la majeure partie appartient aux milieux conservateur et chrétien. Savli estime que le choix du lieu de l'installation des ducs en Carinthie jusqu'au XV^e siècle est dû à l'héritage de la période d'indépendance de la principauté. En admettant que ce lieu détermine l'appartenance du territoire à la nation, il fait de la Carinthie la terre fondatrice de la future nation slovène¹⁹. Or, même au XV^e siècle, du fait de l'absence de diffusion d'une langue slovène unifiée, il est difficile de considérer la Carinthie comme le centre d'une nation.

D'autres historiens slovènes comme Bogo Grafenauer, le plus populaire du pays, reconnaissent l'indépendance politique de la principauté de Carantanie mais ne la relie pas avec un quelconque sentiment national. Bogo Grafenauer a étudié en détail cette question et estime qu'il s'agissait d'une principauté à moitié vassalisée avec une indépendance interne avérée. Il a publié en 1952 un ouvrage sur l'installation des ducs (*Ustoliceenje koroskih vojvod in drzava karantanskih Slovencev*²⁰, «L'intronisation des princes dans la principauté de Carantanie slovène», Ljubljana), d'abord en slovène, puis traduit en allemand au début des années 1960. Lors de sa publication initiale, Grafenauer mentionne la Carantanie comme étant slovène mais, lors de sa traduction en allemand, c'est le terme slave qui apparaît. S'il est l'un des grands historiens qui ont contribué à diffuser le mythe d'une principauté de Carantanie slovène, sa position a évolué au gré des contacts et de sa réflexion car il a trouvé une contradiction entre l'affirmation du caractère slovène de la principauté et le manque de revendications nationales au VIII^e siècle [Grafenauer, 2000].

La troisième interprétation est de mettre davantage l'accent sur le fait qu'il s'agit d'une principauté et non d'un État indépendant. Pour Peter Vodopivec, la preuve de l'importance, en grande partie mythique, de ce territoire réside dans le fait que cet épisode n'est relaté par les historiens slovènes qu'à partir de la fin du XIX^e siècle dans un contexte politique où de nombreux peuples d'Europe centrale cherchent à se réapproprier leurs histoires nationales²¹. Le mythe des princes de Carantanie n'a plus de place dans les manuels d'histoire mais la tradition existe et elle semble être relayée par les enseignants comme une anecdote. La représentation d'une Carinthie slovène n'est pas le seul fait de l'extrême droite : dans l'*Atlas de Slovénie*, édité par l'Institut de géographie de Ljubljana, la carte des dialectes slovènes inclut la Carinthie comme un espace où la langue

19. Sur la couverture est représentée la pierre du duc, la même qui apparaît sur les pièces de 20 cents slovènes [Savli, 1990].

20. L'installation des ducs carinthiens dans l'État de Carantanie.

21. Entretien avec l'auteur, historien à l'INZ (Institut za novejšo zgodovino, Institut d'histoire contemporaine).

dominante serait un dialecte slovène. Cette représentation reprend les conclusions des recherches d'un historien du XIX^e siècle, Peter Kozler, qui a tracé en 1853 une carte de l'espace linguistique slovène. Présentée comme un symbole national (on peut la trouver dans des maisons, dans des restaurants ou sur des cartes postales), la carte de Kozler justifie un imaginaire collectif national.

En Serbie, l'affaire du Kosovo alimente un profond irrédentisme. Les prétentions serbes sur la province sont connues : alors qu'elle est peuplée de 90 % d'Albanais et de 10 % de Serbes, Belgrade entend y exercer sa souveraineté en la légitimant par la bataille de 1389 perdue contre les Turcs au champ des Merles dans les environs de l'actuelle Pristina. Ce discours a été ravivé à partir des années 1980 au moment où la Fédération yougoslave s'est affaiblie et a facilité l'arrivée de Milosevic à la présidence de la République serbe. Instaurant une situation d'apartheid, les autorités serbes ont cherché à expulser les Albanais de la province à partir de 1998, créant une situation humanitaire dramatique qui a justifié l'intervention de l'Otan sans l'aval des Nations unies, la Russie et la Chine étant opposées à un engagement militaire. Après 78 jours de bombardements sur la Serbie, le Monténégro et le Kosovo, les Serbes ont quitté la province, se retirant au nord de l'Ibar à Mitrovica, ville devenue symbole de la partition de la province. Proclamé indépendant le 17 février 2008, avec l'appui inconditionnel des États-Unis (qui y ont installé leur plus grande base militaire au monde) et pendant la présidence slovène de l'Union européenne (dont, rappelons-le, l'un des objectifs était d'être une passerelle entre l'UE et les Balkans), le Kosovo n'est reconnu que par un tiers des États et reste un marqueur dans la politique serbe. État sans véritable nation (la statue du héros guerrier Skanderberg se trouve dans le centre de Pristina comme à Tirana, le drapeau albanais flotte à côté de celui du Kosovo inventé à la va-vite en 2008), affaibli par le manque d'institutions autonomes et gangréné par la corruption et le crime organisé, le Kosovo vit sous perfusion de l'aide internationale.

Logiquement, l'extrême droite serbe y prospère. Dans les enclaves serbes de la province, il n'y a pas de panneau indiquant l'entrée dans leur zone, l'un des éléments distinctifs étant les nombreuses affiches de Tomislav Nikolic. Si le Kosovo reste un sujet majeur de la politique à Belgrade, nombre de Serbes de la province déplorent le manque d'aide de leur nation d'origine. À Gracanica, enclave serbe à une dizaine de kilomètres de Pristina, cet isolement est tel que des habitants se sont organisés pour créer une radio afin d'avoir des informations concernant les Serbes du Kosovo : les médias de Belgrade ne rendent pas compte de leurs vies. Soumis à la majorité albanaise, ils sont dans une situation sociale précaire avec peu de possibilités de travail, des services publics quasiment inexistantes, ne peuvent compter sur les transports en commun qui ignorent les enclaves ou doivent changer leur plaque d'immatriculation lorsqu'ils traversent

des zones albanaises, autant de faits qui les rapprochent des politiques qui défendent la prédominance serbe sur le Kosovo. Pour les Serbes, Gracanica est un des symboles de leur présence au Kosovo car un monastère orthodoxe y a été édifié au XVI^e siècle et a échappé aux nombreuses destructions de la guerre de 1999. Il est protégé en permanence par des soldats suédois de la KFOR.

Ainsi, la situation de l'extrême droite en Slovénie et en Serbie apparaît différente, alors que les deux pays sont empreints d'un profond nationalisme qui influe sur les sociétés. En Slovénie, le poids de l'extrême droite est marginal, les groupuscules inexistant : c'est la droite conservatrice qui se fait le relais d'un « *hate speech* à la slovène » pour reprendre l'expression employée en 2005 par l'ombudsman de l'époque, Matjaz Hanzek²². Le nationalisme slovène ne se manifeste pas en priorité par un parti politique, mais par des représentations sur des éléments d'une « slovénité ».

En Slovénie, la Carinthie et, en Serbie, le Kosovo sont régulièrement évoqués par des formations politiques ou des groupuscules pour justifier des prétentions territoriales (Kosovo) ou développer des argumentaires sur la notion de « peuple victime » ou de « petites nations ».

En Serbie, le parti de Nikolic est le grand favori pour prendre le pouvoir en 2012, ce qui pourrait ralentir les perspectives d'adhésion à l'UE. Comme en 2008, il est à parier que ce scrutin permettra aux Serbes de se positionner par rapport à leur désir d'intégrer rapidement l'UE. Les groupuscules radicaux, dont le pouvoir est surtout de nuisance dans la société civile, marginalisés par la classe politique, sont de plus en plus contestés et la justice les menace de dissolution.

La notion d'extrême droite tend à se banaliser en Slovénie avec des discours voisins entre le SDS et le SNS. La stigmatisation, voire le rejet des populations allogènes est une problématique présente dans les deux pays. Seuls les moyens employés sont différents. Si l'affaire des effacés en Slovénie est parfois présentée comme un « nettoyage ethnique administratif », elle ne représente pas le même degré de violence que les conflits des années 1990 dans les Balkans. Pour autant, le rejet est tout aussi réel et pose toujours, vingt années après la désintégration de la Yougoslavie, la question de la nation.

22. Entretien avec Matjaz Hanzek.

Bibliographie

- COLOVIC I. (1998), « Le football, les hooligans et la guerre », in POPOV N., *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, L'Atelier, Paris, p. 179-204.
- DERENS J. A. (2008), *Balkans, la mosaïque brisée. Frontières, territoires et identités*, Éditions du Cygne, Paris.
- GALLAGHER T. (2005), *The Balkans in the New Millenium : In the Shadow of War and Peace*, Routledge, New York.
- GRAFENAUER B. (2000), *Karantanija : Izbrane razprave in clanki*, Slovenska matica, Ljubljana, p. 250-256.
- HASSID L. (2011), « Slovénie : un nettoyage ethnique qui ne dit pas son nom ? », *Regard sur l'Est*, 15 décembre 2011, <www.regard-est.com>.
- HASSID L. (2009), « La baie de Piran, enjeu de la politique slovène », *Outre-Terre*, n° 23, disponible sur <www.cairn.info>.
- HASSID L. (2008), « La Slovénie, une nation au-dessus de tout soupçon ? », *Hérodote*, n° 128, 1^{er} trimestre.
- LAMPE J. et MAZOWER M. (2004), *Ideologies and National Identities. The Case of Twentieth-Century Southeastern Europe*, Central European University Press, Budapest.
- LENCEK R. (1982), *The Structure and History of the Slovene Language*, Slavica, Columbus.
- RAMET S. P. (1992), *Nationalism and Federalism in Yugoslavia, 1962-1991*, Indiana University Press, Bloomington.
- RAMET S. P. (1999), *Balkan Babel : The Disintegration of Yugoslavia from the Death of Tito to the War for Kosovo*, Westview Press, Boulder, Colorado, 3^e édition.
- ROGEL C. (2004), *The Breakup of Yugoslavia and Its Aftermath*, Greenwood Press, Westport.
- ROUX M. (1992), *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Éditions de la MSH, Paris.
- SAVLI J. (1990), *Slovenska drzava Karantanija*, Založba Lipa, Koper.
- WIESINGER B. N. (2008), « The continuing presence of the extreme right in post-Milošević Serbia », *Balkanologie*, vol. XI, n° 1-2, <balkanologie.revues.org>
- ZIGON Z. (2001), *Slovenska politična emigracija v Argentini*, Institut za slovensko izseljentsvo, Ljubljana, n° 13, p. 111-132.

SITOGRAFIE

- www.stat.si/doc/pub/rr-818-05.pdf (slovène/anglais) : pour les résultats électoraux en Slovénie avant 2008.
- <http://webzrs.stat.gov.rs/WebSite/Public/PageView.aspx?pKey=49> (en cyrillique) : pour les résultats électoraux en Serbie, seulement disponibles à partir de 2008 sur le site de l'Office national des statistiques serbes.
- www.rik.parlament.gov.rs/latinica/propisi_frames.htm : le site de la Commission électorale serbe publie les résultats à l'échelle nationale depuis 2002.
- <http://geographie-ville-en-guerre.blogspot.com/> : pour des travaux de terrain sur Mitrovica, voir le blog « Géographie de la ville en guerre » de Bénédicte Trajnek.